

**Vendredi 17 OCTOBRE 2025 à 18h00**  
**Rassemblement à Grenoble place Edmond Arnaud**  
**(quartier Très-Cloîtres)**

*Nous défilerons ensuite vers la passerelle St Laurent où nous jetterons*

**UNE FLEUR DANS L'ISÈRE**  
**à la mémoire des manifestants algériens**  
**massacrés le 17 octobre 1961 à Paris**

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers de travailleurs algériens et leurs familles ont manifesté pacifiquement à Paris pour le droit à l'indépendance de l'Algérie, pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé.

Alors que la manifestation était pacifique, la répression s'est abattue sur les manifestants avec une grande violence : des milliers d'arrestations, des centaines de morts ou disparus. Le préfet de police de Paris qui conduisait les opérations était Maurice Papon, condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité pour des actes commis entre 1942 et 1944.

**Maurice Papon n'est pas le seul à porter la responsabilité de ce massacre., le sommet de l'État est aussi en cause.**

Le Ministre de l'intérieur, Roger Frey, et le premier ministre, Michel Debré étaient forcément informés. Nous savons aujourd'hui que Charles de Gaulle, alors le président de la République, était au courant. Au nom de la raison d'État, le silence fut organisé sur cette tragédie par le pouvoir de l'époque et ses successeurs. C'est grâce à l'action de citoyens, historiens, écrivains, associations, grâce au foisonnement d'initiatives militantes, que la vérité a pu émerger.

**L'État français doit reconnaître sa responsabilité dans ce massacre commis en plein cœur de Paris.**

Le pouvoir actuel entretient des polémiques injustifiées contre l'Algérie, avec des déclarations et des injonctions inacceptables pour tout pays indépendant, d'autant plus pour l'Algérie qui a mené une lutte victorieuse contre le colonialisme français. Cette attitude néocoloniale alimente les discriminations contre les personnes racisées, la stigmatisation des migrants et le soupçon permanent contre les femmes et les hommes de confession musulmane.

A rebours de ces politiques désastreuses qui alimentent tensions et discriminations, il faut au contraire renforcer les échanges humains, culturels et économiques entre les deux rives de la Méditerranée. Pour pouvoir construire sur des bases solides des relations de coopération porteuses d'avenir, il est nécessaire de regarder en face ce que fut la colonisation en Algérie et ailleurs, et reconnaître l'ampleur des crimes coloniaux qui ont été commis.

Le 28 mars 2024, l'Assemblée nationale française a approuvé une résolution qui *"condamne la répression sanglante et meurtrière des Algériens commise sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon le 17 octobre 1961"* à Paris, et a souhaité *"l'inscription d'une journée de commémoration (de ce) massacre"* à *"l'agenda des journées nationales et cérémonies officielles"* françaises. Nous soutenons pleinement la demande que le 17 octobre devienne une journée officielle, marquant enfin la reconnaissance officielle de ce qui fut un crime d'État.

**Respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

Le refus d'entendre le rejet de la colonisation par le peuple algérien et sa volonté de maîtriser son destin a conduit à une guerre cruelle, avec des centaines de milliers de morts, et bien plus de familles endeuillées.

Cette leçon vaut pour le temps présent. La France doit veiller au respect du droit international et ce qu'il implique : la protection des populations, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la fin des régimes coloniaux partout dans le monde.

Nous affirmons notre pleine solidarité avec le peuple palestinien qui subit, victime de la part du pouvoir israélien d'une agression d'une violence inouïe, une privation délibérée de nourriture et d'eau, des déplacements de force de la population, des destructions massives des infrastructures et des habitations, une destruction intentionnelle du patrimoine culturel palestinien. On compte actuellement au moins 70 000 morts victimes de l'offensive israélienne, essentiellement des civils : un génocide est en cours à Gaza, et les États doivent agir rapidement pour y mettre fin. À l'exemple de l'Espagne, la France doit imposer un embargo total sur les armes à destination d'Israël et interdire les produits venant des colonies israéliennes en infraction avec le droit international. Nous sommes solidaires de l'ensemble des autres peuples de la région (Liban, Iran, Qatar, Syrie, Yémen) agressés par Israël et victimes d'agressions qui sont des crimes de guerre et des violations du droit international.

## **Solidarité avec les combats démocratiques du peuple algérien**

**Le 17 octobre 1961, c'est aussi une manifestation pour une Algérie indépendante, démocratique, respectant les libertés fondamentales. Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est aussi être solidaire des combats démocratiques du peuple algérien.**

La proclamation du 1er novembre 1954 donnait comme but à l'indépendance « *le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession* ».

Depuis le début du Hirak en Algérie, mars 2019, on a compté plusieurs milliers d'incarcérations. Tous ceux qui ont accompagné le Hirak sont visés, des avocats, des journalistes, des professeurs, des syndicalistes, des militants politiques, ... À ce jour, plus de 200 personnes sont encore emprisonnées pour avoir exprimé leur opinion et exercé leurs droits fondamentaux, des centaines de citoyens sont poursuivis pour de simples opinions exprimées sur les réseaux sociaux.

**Nous demandons la libération immédiate et sans condition des prisonniers d'opinion en Algérie, le respect du droit d'informer et de manifester pacifiquement, la fin de la répression des voix discordantes.**

**Manifestons pour :**

- ✓ *exiger de l'État français qu'il reconnaisse officiellement sa responsabilité dans les massacres liés à la colonisation;*
- ✓ *exiger la reconnaissance des massacres du 17 octobre comme crime d'État;*
- ✓ *réclamer l'ouverture des archives de la Guerre d'Algérie et de la colonisation aux chercheurs français et étrangers, sans restrictions, ni exclusives;*
- ✓ *refuser les discours xénophobes, racistes, colonialistes.*

**Appel à l'initiative de** Algérie au cœur, Amal, association nationale des pieds noirs progressistes et de leurs amis (ANPNPA), association de solidarité des Algériens de l'Isère (ASALI), comité de soutien aux réfugiés algériens (CSRA), coup de soleil Auvergne - Rhône-Alpes, La Libre Pensée, mouvement de la paix – Isère.

**Soutenu par**

ACIP-ASADO, AFPS (*association France Palestine Solidarité*), AIAK (*association iséroise des amis.es des Kurdes*), ATTAC 38, ATLLAS (*association tisser les liens solidaires*), CISEM (*Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants*), Collectif des Algériens de Grenoble, CTNE (*comité traite négrière esclavage*), CLAG (*cercle laïque de l'agglomération grenobloise*), collectif Liban Palestine, Fraternité franco-tunisienne de Grenoble Alpes Métropole, LDDHI (*Ligue de défense des droits de l'Homme en Iran*), LDH Grenoble (*Ligue des droits de l'Homme*), LIFPL (*ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté*), Maroc Solidarités Citoyennes, Nil Isère, RUSF 38 (*réseau universités sans frontières*), Survie Isère, UJFP Grenoble (*union juive française pour la Paix*), UD-CGT 38, CGT TSP 38 (syndicat CGT des travailleurs sans-papiers), FSU Isère (*fédération syndicale unitaire*), Solidaires 38, LDC Isère (*lutte de classes éducation*), ADES (*association démocratie écologie solidarité*), AFA Grenoble (*action antifasciste*), Ensemble ! Isère, Go Citoyenneté, Les Écologistes Isère, fédération du PCF Isère (*parti communiste français*), fédération du PS Isère (*parti socialiste*), LFI 38 (*La France insoumise*), Lutte Ouvrière, NPA – L'Anticapitaliste, POI (*parti ouvrier indépendant*), PCOF 38 (*parti communiste des ouvriers de France*), Réseau Citoyen de Grenoble, RLF Grenoble (*réseau de lutte contre le fascisme*), UCL Grenoble (*union communiste libertaire*).